

IRAM

Fonds documentaire numérisé

Auteur : GOUSSAULT, Yves

Titre : « Modes de production et développement des formations agraires », *Revue Tiers-Monde*, n°52, pp.727-752

Editeur : PUF, Vendôme

Date : Octobre-Décembre 1972

MODES DE PRODUCTION ET DÉVELOPPEMENT DES FORMATIONS AGRAIRES

Implications sur les politiques actuelles

par Yves GOUSSAULT*

Un fait frappe ceux qui étudient les programmes de développement appliqués à l'agriculture en Afrique et en Amérique latine : le pragmatisme des politiques mises en œuvre de part et d'autre, conjuguant l'utilisation de moyens d'intervention de plus en plus élaborés, dans les domaines techniques, économiques et sociaux, et l'absence presque totale d'une analyse des lois de développement et de structuration des formations agraires dans lesquelles s'inscrivent ces programmes. La multitude des actions entreprises et l'importance des recherches méthodologiques au niveau de l'application, contrastent avec l'insuffisance des connaissances réunies sur les sociétés rurales concernées, leurs modes de production et les déterminations économique-sociales qui les affectent.

Je voudrais préciser tout de suite que le terme de « formation agricole » est employé par commodité de langage dans ces pages, mais il faudrait parler, *stricto sensu*, du « secteur agricole de la formation sociale ». Ceci pour souligner deux préoccupations théoriques et méthodologiques importantes : celle de ne pas séparer l'analyse de l'agriculture de l'ensemble économique et social dont elle fait partie, et celle de considérer que les structures agraires sont définies et déterminées par l'interaction d'instances économiques, politiques et idéologiques selon le modèle

* Directeur de l'I.R.A.M., professeur à l'I.E.D.E.S.

de toute formation sociale (1). Devant l'insuffisance du vocabulaire courant — « agriculture » avec son sens technico-économique, « société rurale » à connotation historico-sociale et « structure agraire » largement appropriée par la géographie —, le recours au terme de « formation agraire » est ainsi justifié; ce qui ne m'empêchera pas d'employer indistinctement les locutions ci-dessus évoquées, mais ce sera toujours dans le sens indiqué.

Sur l'étude historique des formations agraires périphériques, la remarque initiale à faire concerne la *datation de leur origine*. Il s'agit de repérer les conjonctures, événements et périodes qui ont bouleversé l'économie « naturelle » et lui ont imprimé les traits contradictoires dont nous observons les séquelles aujourd'hui. Cette violence originelle qui a engagé l'agriculture dans la voie de l'accumulation primitive, est aisément identifiable en Amérique latine et en particulier dans le cas chilien, parce qu'elle correspond à la conquête coloniale. Quelles qu'aient été les formes des sociétés précolombiennes, segmentaires ou « asiatiques », autarciques ou déjà organisées pour l'échange, c'est l'arrivée des conquérants hispano-lusitaniens qui les a brutalement mises au contact de l'économie mercantile européenne. Une remarquable coordination de la part des colonisateurs entre intérêts individuels et intérêts d'Etat permit une occupation rapide (1519-1541) et étendue (rio Grande à La Plata) du continent, en même temps qu'une appropriation poussée de ses richesses : les hommes (*encomienda*), les terres (*merced de tierra*) et les mines (2). La dissolution des modes de production préexistants a donc été particulièrement soudaine, élargie et profonde. Au Chili, ce fait apparaît clairement puisque, à part la région sud demeurée insoumise jusqu'au XIX^e siècle, tout le reste du pays a vu son agriculture précoloniale anéantie dès les premières décades de la colonisation.

Dans le cas de l'Afrique, la situation semble tout autre et les travaux actuels montrent qu'il faut remonter loin dans l'histoire des échanges pour trouver l'origine des premières destructurations significatives (3). La confrontation avec le mercantilisme européen est ainsi préparée par des séries de pénétrations commerciales antérieures. La traite des esclaves

(1) En référence aux définitions qu'en donnent BALIBAR, POULANTZAS et récemment *La Pensée*, oct. 1971, n° 159.

(2) Celso FURTADO, *Amérique latine*, Paris, Sirey, 1970, chap. II.

(3) Entre autres : C. Coquery-Vidrovitch et B. Davidson, sur le commerce à longue distance et ses conséquences sur le mode de production africain.

constitue l'événement le plus brutal et le plus destructurant; il n'affecte cependant que quelques régions relativement circonscrites. La conquête coloniale, enfin, est plus étalée dans le temps et, à part le cas maghrébin, elle ne généralise pas l'expropriation comme en Amérique latine. Il est évident en outre que les métropoles colonisatrices des XIX^e et XX^e siècles ne pouvaient se comparer à l'Espagne et au Portugal du XVI^e.

Je ne m'aventure pas dans ce domaine africain, mais je voudrais indiquer l'intérêt de la comparaison entre les deux continents pour mettre en valeur le problème commun que pose l'étude des origines de l'agriculture contemporaine. En Amérique latine, celle-ci prend naissance lorsque les modes de production précoloniaux sont mis en présence du mercantilisme européen; la « séparation radicale » des producteurs directs et leur réduction à l'état de force de travail sont réalisées par la double mesure *encomienda-merced*; dans les pays où subsisteront des sociétés indiennes, ce sera soit sous forme d'irrédentisme, soit sous forme marginale, soit tout simplement en « réductions ». De toute façon, l'économie naturelle est subordonnée au nouveau mode de production et elle est en quasi-totalité engagée dans le processus de dissolution; les prises de possession politique et économique sont simultanées ou presque, et quand les arrière-pays résistent ou sont laissés de côté, c'est à un rôle économiquement secondaire qu'ils sont condamnés. J'aimerais savoir si la situation est vraiment inversée en Afrique, si les pénétrations commerciales précoloniales avaient véritablement entamé les modes de production existants, et si la domination politique n'a fait que consacrer, en l'amplifiant, une incorporation déjà avancée à l'économie marchande.

A partir de cette question initiale, l'identification des modes de production agraires et de leur développement historique résulte d'une série de recherches que j'énumère maintenant, en partant toujours de l'analyse que nous avons faite du cas chilien.

I. TRANSFERT DES MODES DE PRODUCTION MÉTROPOLITAINS

Il s'agit de connaître les éléments de leurs propres systèmes de production que les colonisateurs ont apportés avec les structures économiques et politico-idéologiques. La détermination des formations sociales coloniales dépendra ensuite de la résultante obtenue une fois réalisée la conjonction entre ces transferts et les sociétés locales.

Dans l'étude de la métropole hispanique, nous nous sommes heurtés à une difficulté importante, qui est la diversité des points de vue sur la caractérisation de l'Espagne coloniale et sur les traits dominants qu'elle avait exportés. Les historiens classiques ont été, comme toujours, sensibles surtout aux aspects épiques et donc superstructurels : il en est sorti une interprétation simplifiée de la civilisation espagnole à l'apogée de son « siècle d'or », comme puissance essentiellement féodale, les uns n'y voyant que vertu (Eyzaguirre) et les autres que volonté de puissance (Bilbao). D'où, selon le mot d'un historien chilien contemporain, les deux « légendes rose et noire » véhiculées par la tradition historique au Chili (1). D'autres auteurs y voient un « féodalisme décadent » (2). Les études marxistes insistent au contraire sur le caractère ouvertement mercantile d'une métropole fondamentalement dominée par les banquiers européens, qui d'ailleurs financèrent les expéditions outre-mer. Marx lui-même, qui avait rédigé une série d'articles sur l'Espagne fortement influencés par l'importance du fait monarchique, avait évoqué alors l'analogie avec le mode de production asiatique (3). Il est certain que tous les traits relevés coexistaient dans la formation espagnole de l'époque : monarchie toute-puissante imprégnée de valeurs féodales, droits communaux (*fueros*) reconnus depuis le XIII^e siècle, villes et commerce développés sous la double influence successive des Arabes et des banquiers allemands, juxtaposition d'une agriculture servile et des formes de production non féodales (association d'éleveurs, irrigation), et enfin, contradictions entre le pouvoir répressif de l'Eglise et la pénétration des influences de la Renaissance.

Les historiens espagnols mettent maintenant l'accent sur l'hétérogénéité de leur pays à cette période, et ils jugent indispensable d'aborder son analyse en termes régionaux, l'unité des royaumes ayant été réalisée par le mariage dynastique, mais les modes de production étant restés profondément spécifiés localement (4). Cette issue à un difficile problème est assez satisfaisante pour nous quand il s'agit de caractériser les transferts accomplis par les conquérants. Elle expliquerait en effet pourquoi les Castillans ont à la fois apporté avec eux un système d'autorité et de relations sociales essentiellement féodal, et une préoccupation écono-

(1) Luis VITALE, auteur d'une *Histoire du Chili* marxiste.

(2) LIPSCHUTZ, spécialiste des sociétés précoloniales.

(3) *La Révolution espagnole, Œuvres politiques*, Paris, A. Costes, 1931, t. VIII.

(4) Voir les ouvrages de Jaime Vicens VIVES.

mique directement ordonnée à la production marchande et au profit. Car une chose apparaît à l'évidence dans la colonisation chilienne : les *hidalgos* dont les chroniques sont pleines de références aux valeurs sociales, culturelles et religieuses de leur pays d'origine, ne font pratiquement pas allusion à une pratique économique pouvant servir de modèle. Par contre, le comportement adopté en arrivant au Chili en ce qui concerne la production est d'un réalisme ou d'un cynisme qui étonne : avec une efficacité et une résolution stupéfiantes, ils s'approprient les facteurs de production, mines, terres, forces de travail, et tout cela en calculant remarquablement les possibilités de commercialisation. La contradiction entre l'idéologie et la pratique économique n'était apparente qu'au niveau moral, car dans la réalité, il y avait une complémentarité remarquable entre les structures de production marchande mises en place par eux et le système de pouvoir importé. S'ils ont eu à se justifier, ce fut par rapport aux clercs qui eux aussi devaient donner une raison à leur présence, mais les seules limites imposées à l'exploitation de la main-d'œuvre indienne viendront de la crainte de voir celle-ci disparaître (1).

Si bien qu'on observe finalement une parfaite adaptation des éléments métropolitains exportés, avec d'une part l'implantation d'un mode de production colonial conforme aux besoins du mercantilisme espagnol, et d'autre part une surdétermination féodale d'origine spécifiquement castillane qui assure la cohérence superstructurelle du mode de production. Ceci amène à penser que la norme du transfert, au moins pour l'Espagne, a été la suivante : le mode de production dominant dans la métropole a déterminé l'instance économique du mode de production colonial ; les éléments socio-culturels et socio-politiques ont été empruntés aux modes de production régionaux, en fonction de l'origine des colonisateurs, et transférés à titre de surdéterminations.

Il est probable que la même loi s'applique à l'Afrique, à la différence près des destructurations antérieures à la colonisation. Si on se réfère à l'exemple de l'Afrique du Nord et aux caractères de sa conquête, tels qu'étudiés par C. A. Julien, on constate que sur deux pays voisins comme le Maroc et l'Algérie, les systèmes de production implantés sont analogues et organisés autour de l'implantation de colons par expropriation, tandis que les cadres superstructurels sont totalement dis-

(1) N. WACHTEL, *La vision des vaincus. Les Indiens du Pérou devant la conquête espagnole*, Paris, Gallimard, N.R.F., 1971, pp. 134-153.

tincts : d'un côté l'idéologie coloniale de Liautey soucieuse de respecter les bases sociales, culturelles et politiques des sociétés locales; de l'autre l'impitoyable obstination de Bugeaud et de son adjoint Saint-Arnaud à détruire tout obstacle à la francisation (1). Cet exemple a d'ailleurs l'intérêt de montrer qu'il ne s'agit pas là d'une simple question d'histoire, mais que les conséquences s'en font sentir jusqu'à la période contemporaine. Il suffit de rapprocher les deux types de décolonisation, marocaine et algérienne — la première avec la continuité des forces traditionnelles et le maintien des structures rurales antérieures; la seconde avec l'élimination des colons, les « biens vacants » et la réforme agraire — pour se rendre compte que les superstructures transmises par les colonisateurs aux modes de production coloniaux ont prolongé leurs effets jusqu'à maintenant.

2. LA SURVIVANCE DES MODES DE PRODUCTION PRÉCOLONIAUX

J'ai le sentiment que sur ce point les recherches sont nettement plus avancées pour l'Afrique que pour l'Amérique latine, et cela à cause du volume considérable d'études anthropologiques réalisées sur les sociétés africaines, avant et après les indépendances. Je me limiterai donc à indiquer que le Chili offre un exemple à verser au dossier des travaux sur ce problème, dans la mesure où on y observe deux situations typiques et contraires. Les populations indiennes du Nord (*diaguitas* et *atacameños*) ont été totalement absorbées par la production coloniale sous forme de force de travail asservie; les Indiens du Sud (*mapuche* ou *araucanos*) ont résisté à la conquête et à la pacification au cours d'une guerre de *guerrilla* qui a duré plus de trois siècles et qui s'est terminée par leur anéantissement. S'il reste une question indienne au Chili, c'est à cause des problèmes politiques et sociaux posés par la survivance de quelque 300 000 « indigènes » dans des communautés qui, comme on le verra ci-dessous, sont en fait des îlots de semi-prolétariat à forte combativité politique. Mais il n'y a plus de modes de production indiens à proprement parler, c'est-à-dire en tant qu'héritage de la période pré-coloniale; ils ont été détruits et on peut leur appliquer à la lettre la formule marxienne de « séparation radicale du producteur direct d'avec ses conditions objectives de pro-

duction » (1). Ceux du Nord ont été éliminés par l'occupation physique de leurs territoires et l'appropriation de leurs ressources, la population étant rapidement menée à extinction par le véritable « indigénocide » que constituaient ses conditions de travail dans les *haciendas* et les mines. Ceux du Sud ont dû adapter leurs structures à la guerre anticoloniale — ce qu'ils ont fait avec un remarquable succès — mais cela signifiait du même coup leur disparition, une fois perdues les chances de poursuivre la lutte.

Après avoir reconnu le fait de cet anéantissement, il faut l'expliquer et le cas du Chili ne nous aide guère. En effet, c'est la décapitation de l'Empire inca, auquel les communautés indiennes du Nord étaient rattachées, qui a permis leur effondrement immédiat face aux Espagnols. Il faut noter aussi qu'elles n'avaient pas de possibilité de repli : à la différence d'autres pays latino-américains, la géographie chilienne n'offrait pas de refuge dans des zones reculées. Les historiens notent que certains Indiens réussirent à s'enfuir vers le Sud pour y rejoindre la résistance mapuche, mais ce fut pour partager son destin. Ceci explique pourquoi on ne trouve pas au Chili de groupes ethniques reconstitués dans les arrière-pays. Mais il s'agit d'une exception et, dans la plupart des cas latino-américains et africains, nous avons à nous poser le problème de la survivance des sociétés précoloniales, de leur résistance à la pénétration de l'économie marchande et des mutations qu'elles ont subies pour s'y adapter. On reconnaît ici le débat théorique et historique instauré par Marx et poursuivi depuis (2), débat sur lequel il n'est pas question de revenir sinon pour regretter que les recherches qu'il a provoquées soient si peu applicables aux problématiques de développement actuelles. Ernest Mandel a raison de rappeler que la question du mode de production asiatique avait été abordée par Marx et Engels en référence à la réaction des sociétés devant l'expansion du commerce et du capitalisme (3) alors qu'on en a fait ensuite un problème de transition aux sociétés de classes. Un retour à cette préoccupation initiale de la part des anthropologues, permettrait d'abord d'éliminer les interprétations subjectives en faveur ou contre les secteurs traditionnels (4), et ensuite de

(1) *Grundrisse* : formes qui précèdent la production capitaliste.

(2) Cf. préface de GODELIER, *Sur les sociétés précapitalistes*, C.E.R.M., Editions Sociales, 1970.

(3) MANDEL, *Formation de la pensée économique de K. Marx*, Maspéro, 1970, chap. VIII.

(4) Y compris celle de Mariategui dans ses « Thèses ».

(1) C.-A. JULIEN, *Les Techniciens de la colonisation et Histoire, de l'Afrique du Nord*.

mesurer l'incidence exacte des modes de production précapitalistes sur le développement des formations agraires contemporaines. Il est certain que les monographies africaines comme celles de Meillassoux et de Rey, pour ne prendre que ces exemples, sont directement utilisables à cet égard; en y confrontant les observations faites par les praticiens de terrain associés aux programmes de développement, on généraliserait rapidement ces recherches, encore trop ponctuelles. Nous avons maintenant un certain nombre d'anciens étudiants en sciences sociales (Africains, Latino-Américains et coopérants techniques européens) qui sont au contact direct de ces sociétés, soit par le biais des administrations publiques soit par celui des universités : il serait donc facile de les pousser à faire leurs mémoires ou thèses de 3^e cycle sur ces thèmes (1). On sortirait ainsi de la dichotomie à laquelle nous sommes condamnés actuellement, entre les études purement théoriques des anthropologues et la littérature simplifiante des organismes de terrain.

3. LE MODÈLE « AGRO-EXPORTATEUR »

Au Chili, le modèle de production agraire dominant après la colonisation est celui qu'on a appelé « agro-exportateur », c'est-à-dire essentiellement marchand, mais avec les traits féodaux dont nous avons vu l'origine, en ce qui concerne l'autorité et les relations sociales au sein de la *hacienda*. Le mode de production secondaire est parcellaire (*minifundia*), mais nous verrons que s'il est ordonné à l'autosubsistance de la population qui le compose, il n'est pas autarcique à la manière des petits paysans français analysés par Marx dans le *18 Brumaire*. Le problème central du développement de l'agriculture coloniale exportatrice fut en effet celui de la main-d'œuvre (2), de telle manière que le *minifundio*, interne ou externe à la *hacienda*, fut tout de suite incorporé à la production dominante en tant que source de force de travail.

(1) L'I.E.D.E.S. a entrepris un effort dans ce sens, et les années prochaines devraient voir se multiplier de telles monographies réalisées à partir d'une formation théorique reçue à l'institut dans les séminaires de recherche orientés vers ces applications.

(2) Thème central dans les analyses que fait M. Dobb du développement du capitalisme et qui était à la base des études de Lénine : il est à mon avis trop sous-estimé dans les recherches agraires.

Même s'il y a divergence entre les auteurs sur le caractère capitaliste ou seulement marchand de l'agriculture implantée par les conquérants (1) et si la question du féodalisme est à nouveau posée (2), on reconnaît que trois éléments déterminants entrent dans la constitution du mode de production agro-exportateur : le marché extérieur, la force de travail et la terre. Le marché est certainement une variable « lourde », dans la mesure où il est non seulement à l'origine de l'activité productrice de la *hacienda* (mises en cultures pour l'exportation), mais aussi parce que c'est lui qui va déterminer le recours aux autres variables, main-d'œuvre et terres, et qui va assurer au long de l'époque coloniale et après l'indépendance, la longévité des superstructures autocratiques et féodales (3). Le fait que la demande de produits agricoles chiliens (blé surtout, mais aussi vigne, chanvre, suif, etc.) soit demeurée très active et très continue d'un bout à l'autre de cette période, est certainement une cause fondamentale de la stabilité du mode de production dominant. Quand cette demande s'effondrera à partir de 1926, la *hacienda* perdra la base économique de son pouvoir et devra composer avec le nouveau capitalisme agraire ordonné au marché interne. Il ne faut cependant pas minimiser le second facteur, celui de la force de travail, qui constitue l'élément déterminant du rapport de production dans une structure où le capital et les technologies sont secondaires. L'*encomienda* avait assuré aux *hacendados* une disponibilité totale de la main-d'œuvre indienne, mais il s'agissait en principe d'une « *encomienda* de tribut » que les propriétaires agro-exportateurs s'empressèrent de transformer en « *encomienda* de service ». A tel point que l'exploitation des travailleurs indiens entraîna leur disparition, dès le xvii^e siècle, et la nécessité de recourir à un premier type de marché de l'emploi constitué par l'achat d'esclaves noirs et par la réduction à l'esclavage des prisonniers indiens de la guerre d'Araucan. Cette source s'avérera insuffisante pour les besoins de la production, et les *hacendados* seront obligés de proposer à des travailleurs métis des contrats de fermage et de métayage. Ils donneront naissance ainsi à un statut de travail spécifique, l'*inquilinage*, dont on sait maintenant (4) qu'il ne procède pas de l'*encomienda* mais au contraire de l'épui-

(1) Courants luxembourgeois et léninistes.

(2) Cf. *Cuadernos de la Realidad Nacional*, Univers. Católica de Santiago, juin 1971.

(3) Fait relevé par ENGELS, sous le nom de « second servage », dans les *latifundia* d'Europe centrale revigorés par le développement des échanges (*Correspondance Marx-Engels*).

(4) Depuis l'étude magistrale qu'en a fait Mario GONGORA, *Origen de los inquilinos de Chile Central*, Santiago, 1960.

sement de la main-d'œuvre *encomendada*. C'est la multiplication des demandes d'emploi de la part de cette population métis de plus en plus nombreuse et privée de terre, qui permettra aux latifundiaires de jouer les mécanismes de l'« armée de réserve » et de réduire les *inquilinos* à la situation servile qu'on leur connaît maintenant. Cette dégradation de l'inquillinage est accomplie à la fin du XVIII^e siècle; elle provoquera le sursaut féodal du XIX^e siècle (après l'indépendance) que l'on a appelé à juste titre la période de l'*hacendado absoluto* (1) et qui est effectivement celle d'un « second servage ». S'il y a donc eu continuité dans la variable marché, celle de la force de travail est au contraire caractérisée par sa discontinuité : *encomienda*, esclavage nègre et indien, fermage *inquilino*, servage *inquilino*. Les rapports de production sont évidemment affectés par ces variations du statut de la main-d'œuvre, mais le modèle seigneurial de relations sociales les estompe en s'adaptant à chaque situation nouvelle; il retrouve une deuxième apogée au XIX^e siècle. Notons d'ailleurs que la plus-value extraite de ces forces de travail successives ne change pas de destination. Elle est appropriée par l'*hacendado* et son utilisation est exclusivement somptuaire, sauf la part qui va à des transactions foncières ou à des compensations aux héritiers cadets (il y a droit d'aînesse) en cas de succession. Cette plus-value s'ajoute aux surplus réalisés au niveau de l'exportation, puisque jusqu'à l'indépendance au moins les fonctions de commercialisation seront directement sous la responsabilité des producteurs latifundiaires, en articulation avec les agences étrangères. On est donc en face d'une plus-value typiquement marchande, pratiquement jamais transformée en capital. Dernier facteur enfin : la terre, qui va suivre aussi les incitations du marché. D'abord sans valeur et concédée gratuitement à titre d'usufruit par la Couronne espagnole, elle est essentiellement un monopole de caractère féodal définissant un champ de pouvoir (*nulla terra nullius*), comme le remarquait Marx. Mais les besoins en argent de l'Espagne provoquèrent la vente des terres attribuées et leur acquisition en toute propriété, en même temps que le développement rapide des marchés céréaliers poussait les producteurs à élargir leurs exploitations, surtout au profit de sols irrigués. Un certain marché s'institue alors, qui joua dans le sens d'une concentration-division de la terre, les structures de l'économie

(1) Monographie de Andrés PASCAL, chercheur de l'I.C.I.R.A., sur la province de Coquimbo dans le moyen-nord (*norte chico*).

favorisant la grande propriété. C'est de cette époque que date le processus de morcellement qui conduisit au minifundisme et obligea les paysans parcellaires à vendre leur force de travail soit dans les *haciendas*, soit dans les mines. Les deux modes de production, latifundiaire agro-exportateur et minifundiaire fournisseur de main-d'œuvre, sont donc profondément complémentaires; ils caractérisent, à eux deux, la formation agraire coloniale. Au Chili, ils ne laissent pas place pour un mode de production communautaire d'origine précoloniale, puisque celui-ci a été anéanti par l'expropriation des terres et l'extermination des hommes, mais rien n'aurait empêché, si elles avaient survécu à la colonisation, que des communautés indiennes coexistent avec ces systèmes de production à la condition toutefois d'entrer dans la relation de vente de force de travail avec les *haciendas*. C'est ce qui se passera pour les réductions mapuche après la fin de leur résistance : elles seront incorporées à l'économie dominante au même titre que les *minifundia*. S'il y avait eu en outre des zones reculées et sans valeur, comme ce fut le cas au Pérou dans la sierra et la forêt, on aurait même pu voir survivre des groupes pratiquement autarciques, mais condamnés à des situations de paupérisation qui ne pouvaient pas ne pas conduire à l'émigration.

C'est dans ce sens que les exemples du Chili et de l'Amérique latine peuvent aider à une réflexion plus large sur les formations agraires coloniales, en particulier en Afrique. Le caractère spécifique du marché d'exportation, avec les garanties économiques et politiques dont disposent les propriétaires agro-exportateurs, crée des situations de monopole analogues, à l'intérieur de l'agriculture, par rapport aux autres modes de production. Détenteurs du marché, les producteurs latifundiaires le sont du même coup des facteurs de production et de la capacité d'emploi de la force de travail non absorbée par les activités de subsistance. Si bien que la formation agraire coloniale est caractérisée par la coexistence de deux catégories de modes de production qu'on pourrait dire spécialisés : le ou les mode(s) de production producteur(s) de marchandises, le ou les mode(s) de production producteur(s) de force de travail. Dans de telles conditions l'autosubsistance des sociétés précoloniales ou des groupes sociaux parcellaires n'a d'autre signification que de permettre la mise en réserve des forces de travail nécessaires à la croissance du secteur marchand. Il me semble que cette loi de structuration des formations dépendant d'un marché métropolitain de type colonial (ou néo-colonial) est directement applicable à l'Afrique, où l'on voit encore les zones rurales divisées

en deux catégories : celles dont les sols sont aptes à la production de cultures « spéciales marchandes » (1) où se sont développés les modes de production dominants, plantations ou exploitations traditionnelles réorganisées pour la production destinée à l'exportation; celles qui sont réservées à la survie des modes de production autosubsistants, fournisseurs de force de travail et source des migrations. Là encore, je ne fais que suggérer l'analogie avec ce qui s'était passé à l'époque coloniale en Amérique latine (2).

4. SIGNIFICATION DE L'INDÉPENDANCE

La structuration indiquée est déterminée par l'action du marché, laquelle ne se modifie pas au moment des indépendances politiques. Dans la conjoncture particulière des pays latino-américains au XVIII^e siècle, juste avant ces indépendances, il s'est produit un fait bien précis qui a été la décadence de la métropole espagnole. L'Espagne mercantiliste n'a pas réalisé sa mutation manufacturière et s'est trouvée progressivement supplantée par les puissances européennes, les Pays-Bas, la France et surtout l'Angleterre, sur son propre terrain colonial. Le libéralisme de la dynastie des Bourbons installés sur le trône à partir de 1700 et les réformes qu'ils décidèrent n'empêchèrent pas les *hacendados* et les producteurs miniers exportateurs de revendiquer l'indépendance de leur pays en raison des intérêts qui les liaient aux nouvelles métropoles économiques contre l'Espagne. Malgré la liberté du commerce instituée à la fin du XVIII^e siècle, la rupture entre les oligarchies locales et l'administration de la Couronne espagnole était déjà complète, et elle conduira naturellement aux révolutions séparatistes que constituent les indépendances. Ce point est important parce qu'il explique le caractère purement superstructurel des émancipations : ce sont les *hacendados* qui furent à la tête du mouvement et la présence de grands idéologues *libertadores* comme Bolivar ne signifie en aucune manière qu'il y ait eu en même

temps une révolution bourgeoise. Rien n'est changé au niveau de l'instance économique de la formation sociale, et dans l'agriculture l'équilibre entre modes de production conserve sa structure antérieure, ce qui explique le sursaut féodal précédemment évoqué. Il y a cependant un changement qui est intervenu dans l'instance politico-idéologique et dont les conséquences vont se faire sentir par la suite. La constitution des nouveaux Etats s'est faite en référence aux principes libéraux et bourgeois de la Révolution française et, plus directement encore, en s'inspirant des institutions que les Etats-Unis venaient de se donner. Si nous prenons à nouveau le cas du Chili, nous constatons que la Constitution de 1833 établit ainsi une superstructure qui va poser des problèmes au mode de production latifundiaire : les *hacendados* en accepteront les orientations en ce qui concerne le libre-échange et la propriété privée, mais ils découvriront rapidement les inconvénients d'un régime qui privilégie l'exécutif par rapport au législatif, et donc l'intervention de l'Etat dans les secteurs économiques et sociaux jusque-là entièrement contrôlés par eux. Il va s'ensuivre une suite ininterrompue de conflits entre les gouvernements et l'oligarchie terrienne, conflits qui culminent avec la « contre-révolution » de 1891 au cours de laquelle les minero- et agro-exportateurs s'appuieront sur les Anglais pour renverser par la force un président (Balmaceda) dont la politique allait à l'encontre de leurs intérêts. Ils en profiteront d'ailleurs pour rétablir une démocratie parlementaire conforme à leur mode de production. Mais le coup de force n'aura pas empêché les gouvernements de favoriser la croissance des premières activités manufacturières, base du futur capitalisme industriel, d'assurer aux classes moyennes une promotion politique qu'elles allaient exploiter plus tard à leur profit, et enfin de jeter les jalons d'un capitalisme agraire en faisant appel à des colons immigrants installés dans les zones reprises aux indiens mapuche (1). Tous ces changements, rendus possibles par l'existence d'un Etat indépendant jouissant d'une certaine marge d'initiative par rapport aux groupes hégémoniques (Poulantzas dirait une « autonomie relative »), ne se sont pas fait sentir immédiatement, mais ils ont modifié le cadre dans lequel opérait la formation agraire. A partir de cette date, une lutte est engagée entre deux modes de production qui se disputent la prédominance dans la formation

(1) Selon l'expression de LÉNINE dans son étude sur le développement du capitalisme en Russie (*Œuvres complètes*, Paris, Ed. Sociales, 1969, t. 3).

(2) On trouvera une étude théorique de cette relation des modes de production, avec application à l'Afrique, dans P. Ph. REY, *Sur l'articulation des modes de production*, Paris, Centre d'Étude de la Planification socialiste, E.P.H.E., 1970 (complété par des remarques théoriques de C. Bettelheim).

(1) Gunder FRANK analyse ce tournant du XIX^e siècle dans *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine*.

sociale : les *hacendados* et l'oligarchie exportatrice d'un côté, très fortement soutenus par l'impérialisme anglais; la bourgeoisie industrielle avec les classes moyennes correspondantes, d'autre part, appuyées par les gouvernements et surtout favorisées par le développement des secteurs urbains. On ne peut donc plus parler de la formation agraire sans la situer, différenciellement, à l'intérieur de la formation sociale d'ensemble avec ses secteurs non agricoles. Tant que la dépendance extérieure jouera en faveur du mode de production agro-exportateur, celui-ci conservera une prépondérance qui s'explique autant par son monopole sur les masses paysannes encore numériquement majoritaires et par son hégémonie politique, que par sa puissance économique véritable. Mais dès que la domination étrangère se déplacera vers les secteurs urbano-industriels, il cèdera la dominance au mode de production capitaliste, sans pour autant perdre tout son pouvoir. On est donc, après l'indépendance, en train d'entrer dans la transition vers le capitalisme, et le facteur décisif est la nature de l'impérialisme. Nous y reviendrons.

La transposition de cette analyse à l'Afrique ne peut se faire que *mutatis mutandis*, c'est-à-dire en tenant compte précisément du fait que si le colonialisme des métropoles se prolonge à travers les indépendances par un néo-colonialisme toujours demandeur de matières premières agricoles et exportateur de produits manufacturés par lui, il est déjà un impérialisme investisseur de capitaux et donc intéressé par une certaine forme d'industrialisation de ses anciennes colonies. Pour l'Afrique, on peut donc retenir de l'exemple latino-américain que l'indépendance n'est qu'un fait purement superstructurel et séparatiste qui ne modifie pas la nature marchande de la formation agraire, mais le décalage dans les dates où interviennent ces indépendances oblige à pousser plus avant l'étude de l'Amérique latine pour être à même de comparer les situations en référence à un même stade de l'impérialisme.

5. LES FORMATIONS AGRAIRES ET LA « NOUVELLE DÉPENDANCE »

Ce qui se passe en effet en Amérique latine à partir du xx^e siècle est éclairant pour la compréhension du néo-colonialisme contemporain en Afrique. La chute du marché d'exportation à partir de 1926 et la crise du capitalisme international en 1929, auraient dû modifier les rapports

entre modes de production à l'intérieur et à l'extérieur de la formation agraire. L'occasion qui s'offrait pour l'industrialisation locale à travers les mécanismes de substitution d'importation libérait la dynamique de progression et de prédominance du capitalisme dans la formation sociale, en même temps qu'elle consacrait l'accession au pouvoir des classes moyennes liées au secteur urbano-industriel et hostiles à l'oligarchie. Simultanément, la dépendance extérieure changeait de nature et de secteur : sans abandonner l'enclave minière, l'impérialisme prenait le contrôle de l'industrie et, par une mainmise analogue sur les secteurs bancaires et commerciaux, imposait à ce capitalisme, devenu le mode de production avancé, une structure monopoliste et dépendante dont les effets sur le reste de la formation sociale et l'agriculture devaient être déterminants. Je ne m'arrête pas sur la nature de cet impérialisme et sur la « nouvelle dépendance » qu'il engendre, essentiellement technologique et financière, au fur et à mesure qu'il se diversifie et tend à la forme actuelle des conglomerats multinationaux (1), mais je voudrais en indiquer deux conséquences importantes observées sur les modes de production agraires du Chili, et probablement généralisables à toute formation périphérique à la période de son industrialisation. La première concerne les entraves apportées par ce type de croissance industrielle, dépendante et monopoliste, au développement du capitalisme dans l'agriculture ; la seconde pose le problème de la marginalité en tant que caractère structural directement provoqué par cette forme d'industrialisation, et affectant à la fois les modes de production et les stratifications sociales de la formation agraire. Je vais essayer de résumer ces deux points.

A propos du premier, on peut tout de suite comprendre que le fait même d'une structure industrielle concentrée, à composition organique de capital dictée par les intérêts étrangers et non par les besoins du pays en emplois, à production de biens de consommation destinés aux classes à revenus déjà élevés ou moyens, etc., limite considérablement les effets qu'on pouvait en attendre sur la distribution de revenus à des catégories sociales nouvelles et sur le développement d'une demande urbaine de produits agricoles. Ainsi se trouve infirmé le facteur marché interne dont on sait l'importance déterminante sur la transition capitaliste de la

(1) Parmi les nombreuses études latino-américaines sur la « nouvelle dépendance », il faut signaler celle qu'a publiée l'Institut d'Etudes péruviennes : *Crisis del desarrollismo y nueva dependencia*, Moncloa, 1969.

formation agraire (1), et c'est effectivement à un freinage de cette transition qu'on assiste au Chili entre les années 1930 et 1960. Mais pour bien comprendre ce phénomène, il faut revenir sur les conditions dans lesquelles a émergé le mode de production capitaliste dans l'agriculture. Le système colonial et postcolonial que j'ai esquissé ci-dessus, fondé sur la dominance du *latifundio* producteur de marchandises et la sujétion du *minifundio* fournisseur de force de travail, était, comme on l'a vu, une structure particulièrement stable et capable de se reproduire. L'utilisation non productive des plus-values la rendait en outre incapable d'engendrer une capitalisation et, tant que le marché d'exportation était garanti, elle n'avait aucune raison de modifier ses caractères constitutifs : marchand, extensif et seigneurial. Le blocage du système sur lui-même était tout à fait comparable à celui qu'analyse Dobb à propos de l'incapacité des grands commerçants européens de la fin de l'époque mercantile à se transformer en « marchands-manufacturiers » (2). Un ouvrage récent de P. Bairoch montre bien comment, dans les économies centrales, ce furent les agriculteurs qui prirent l'initiative de la mutation manufacturière, à partir du moment où le manque de terre et le coût de l'intensification agricole rendirent plus rentables les investissements manufacturiers (3). En Europe, la révolution industrielle suivit, à trente ou quarante ans près, la révolution agricole. Il n'en fut pas de même dans les économies périphériques d'Amérique latine, où aucune des conditions pouvant inciter les fortunes oligarchiques n'était réunie. Dans le cas du Chili, on s'aperçoit que le capitalisme industriel et le capitalisme agricole prirent naissance séparément : le premier grâce aux efforts des gouvernements du XIX^e siècle soucieux de « développement vers l'intérieur », le second par le recours à des immigrants européens qui arrivèrent avec une mentalité capitaliste et qui trouvèrent sur place l'occasion de la mettre en pratique car leur succès dépendait de leur esprit d'entreprise. Ceci est essentiel. Dans l'agriculture, il y a eu transplantation du capitalisme à partir d'une greffe européenne et l'installation locale des colons (Allemands en l'occurrence) sur les terres prises aux Indiens s'est faite sous forme de *homesteads* peu étendus au début, nécessitant un effort consi-

dérable de mise en valeur, et correspondant assez bien à une « voie paysanne » artificiellement implantée auprès (et à part) de l'agriculture domaniale-marchande. Parallèlement on voyait émerger à la même époque au Chili, un autre rameau de production agricole capitaliste, endogène celui-là, mais à croissance extrêmement lente. Il s'agissait de quelques exploitations paysannes parcellaires qui avaient profité de leur localisation proche des villes pour se spécialiser dans les productions demandées sur le marché urbain voisin (maraîchage en particulier). Le degré d'intensification obtenu par elles, la capitalisation systématique, l'emploi intensif de la main-d'œuvre familiale et de salariés complémentaires, la spécialisation pour le marché interne, en faisaient explicitement un embryon de capitalisme paysan, nouveau mode de production réalisant la formule de Lénine selon laquelle « la coopération familiale est le point de départ de la coopération capitaliste » (1). Mais cette branche spontanée de voie paysanne ne pouvait croître plus vite que le marché intérieur sur lequel elle reposait et elle dépendait en outre de sa seule capacité à assurer ses débouchés et à la protéger. Ceci explique le caractère très sporadique et peu dynamique de la production paysanne intensive. De leur côté les colons installés dans le sud du Chili et constituant le capitalisme agraire d'origine exogène, allaient eux aussi se heurter à la même inélasticité du marché interne et donc être obligés de composer avec l'agriculture latifundiaire dominante. Plusieurs facteurs interviennent à cette période, qui mériteraient des recherches plus poussées, parce qu'ils ont eu pour effet de détourner cette branche nouvelle de sa vocation à dominer la formation agraire et à favoriser le développement d'un capitalisme agricole conforme à celui qui devenait prépondérant dans les secteurs urbano-industriels. En dehors du problème commercial qui a eu un rôle déterminant, il faut citer la nécessité qu'ont eue les nouveaux venus de passer par les latifundiaires pour avoir accès aux sources bancaires de crédit, de même que l'obligation de faire cause commune avec eux pour défendre, au niveau du pouvoir, leurs intérêts professionnels communs (prix, salaires, débouchés, etc.). De plus, on observa une tendance immédiate des colons à chercher l'extension de leurs propriétés par la spoliation des terres réservées aux Indiens : les contentieux commencèrent aussitôt

(1) K. MARX, *Le Capital*, liv. I, 8^e section, chap. XXX. V. LÉNINE, *Développement du capitalisme en Russie*, chap. 4, § 9.

(2) M. DOBB, *Études sur le développement du capitalisme*, Paris, Maspéro, 1971, pp. 137-144.

(3) P. BAIROCH, *Le Tiers Monde dans l'impasse*, Paris, Gallimard, N.R.F. (Idées), 1971, pp. 72 sq.

(1) V. I. LÉNINE, *Développement du capitalisme en Russie, Œuvres complètes*, t. 3, p. 366. Il lie évidemment le facteur « coopération » aux autres éléments de la transition capitaliste, fixés par Marx : le marché interne, le travail devenu marchandise, la plus-value incorporée au capital, et la rente capitaliste.

leur installation et donnèrent lieu à des graves conflits qui exigèrent de leur part une position de force sur le plan politique. L'élargissement des propriétés entraînera d'autre part une sorte de mimétisme social par lequel les « agrariens » introduiront dans leurs exploitations des modèles d'autorité d'inspiration féodale et adopteront des niveaux de consommation copiés sur ceux des *terratenientes*; ces deux tendances surdétermineront des rapports de production capitalistes fondés sur le salariat, l'incorporation de la plus-value au capital et la présence du propriétaire en tant que chef d'entreprise. Mais il n'y a aucun doute que toutes ces circonstances ont eu pour effet au Chili de contrarier la croissance du capitalisme dans l'agriculture et de laisser au mode de production domanial-marchand une suprématie anachronique sur la formation agraire. Ainsi s'explique le *statu quo* entre les modes de production qui caractérisent la situation de l'agriculture à la veille des réformes agraires : en dépit de l'effondrement du marché d'exportation, les latifundiaires restent dominants; malgré le développement du capitalisme industriel, les deux branches capitalistes du secteur agricole ont une croissance très lente. C'est d'ailleurs cette alliance contre nature entre les agrariens et les *terratenientes* qui me fait juger inadéquate l'analogie précédemment suggérée entre la colonisation capitaliste du XIX^e siècle et ce que j'ai appelé une « voie paysanne provoquée ». Lénine avait effectivement identifié les deux phénomènes en analysant les *homesteads* des Etats-Unis, mais il employait de temps à autre le terme de « voie américaine » sans jamais cependant le spécifier (1). Or, le cas chilien me paraît de nature à distinguer nettement cette voie américaine de la voie paysanne, parce que les deux branches capitalistes ne se développent pas selon les mêmes lois et sont rapidement placées dans des positions antagonistes dans la formation agraire. Par leur « mésalliance » avec les latifundiaires, les capitalistes agrariens ont contribué à faire entrer ceux-ci dans une « voie junker » de transition à laquelle ils se sont eux-mêmes identifiés de plus en plus. Par contrecoup les capitalistes paysans, les seuls à être soumis à la concurrence, se sont trouvés isolés et sérieusement freinés par le monopole de fait de l'alliance agrariens-*terratenientes* sur les structures économiques et politiques. Ceci conduit donc à penser que, pour le Chili au moins, le

(1) Le terme est surtout utilisé dans l'étude américaine de 1917, mais dans le Programme agraire de la Social-Démocratie, Lénine avait expressément identifié les deux voies « paysanne » et « américaine ». Cf. V. I. LÉNINE, *Programme agraire de la S.D. dans la première révolution russe de 1905-1907*, Ed. du Progrès, 1967, p. 33.

fait de la « nouvelle dépendance » et de l'industrialisation monopoliste entraînée par elle, s'est traduit par une perturbation profonde dans les lois de transition agraire vers le capitalisme. Les voies décelées par Lénine n'ont pas suivi la même évolution que dans les économies centrales où la dialectique des deux transitions possibles a eu un rôle dynamique incontestable sur la formation agraire; dans le cas chilien, cette dialectique a été bloquée par le jeu perturbateur du capitalisme implanté et il s'en est suivi un avantage pour la survie du mode de production domanial-marchand face à un mode de production capitaliste contrarié par sa division en deux branches à transitions contradictoires. Je ne veux pas extrapoler et proposer là une loi de développement des formations agraires périphériques à l'époque de l'industrialisation, mais je serais heureux de savoir si le cas chilien est une exception.

La deuxième conséquence de la « nouvelle dépendance » sur les structures de l'agriculture concerne les effets de marginalisation provoqués sur les modes de production et les stratifications sociales. Le problème de la marginalité a fait l'objet d'études récentes, mais il reste encore assez mal connu, en particulier pour ce qui est de ses manifestations dans les campagnes (1). Il faut d'abord éliminer ce qu'une littérature, d'inspiration souvent rostowienne, a consacré à ce concept en le considérant comme lié au dualisme des sociétés à croissance désarticulée. Tel quel il justifie les politiques réformistes ou tout simplement productivistes, dont l'objectif est d'assurer une meilleure distribution des moyens de production et revenus au profit des catégories sociales considérées comme marginales : il est associé au concept d'« intégration » ou même d'« inclusion » (2), c'est-à-dire aux pratiques sociales et politiques visant à ouvrir les structures économiques et les institutions de pouvoir à la participation de ceux qui en étaient exclus. Puisqu'il est souvent question du Chili ici, on peut noter que cette littérature a eu une influence importante sur la politique de la démocratie chrétienne dans les années 1964-1968; elle a été nettement remise en cause ensuite. C'est donc dans une problématique différente qu'il faut aborder la marginalité et les études marxistes (3) ont eu l'intérêt de l'approcher

(1) José NUN dans son étude sur marginalité et surpopulation relative, *Revista latino-americana de sociología*, n° 2, 1969.

(2) Cf. les travaux de F. BOURRICAUD sur le Pérou, et le livre de GARRETON et MATTELARD, *Integración nacional y marginalidad*, publié par l'I.C.I.R.A. au Chili.

(3) R. STAVENHAGEN, Marginalité, participation et structure agraire en Amérique latine, *Bulletin Institut international d'Etudes sociales*, n° 7, juin 1970.

comme un fait structural lié aux conditions spécifiques de l'industrialisation dépendante et monopoliste. Son symptôme le plus apparent est évidemment celui des « masses marginales » péri-urbaines (*poblaciones, callampas, favellas*, bidonvilles) dont la croissance numérique a précisément correspondu à celle des secteurs urbano-industriels. On en retrouve la mesure et l'expression dans les statistiques sous la rubrique des « non spécifiés » ou « non identifiés », c'est-à-dire les chômeurs complets ou partiels et les métiers improvisés qui se situent sur les franges du secteur tertiaire dont Cardoso a montré le gonflement caractéristique dans les mouvements de population qui affectent les développements périphériques (1). La liaison apparaît évidente entre ce phénomène de population active résiduaire, attirée par le tertiaire faute d'être absorbable par le secondaire, et les conditions défavorables à l'emploi de l'industrialisation dépendante. Ce qui est nouveau et différent de la conjoncture traversée par les économies centrales à l'époque de leur développement industriel, c'est que *cette surpopulation n'est pas employable* en raison de la composition organique du capital imposée à l'industrie par l'impérialisme. La marginalité n'est donc pas assimilable à l'« armée de réserve industrielle » telle qu'analysée par Marx à propos de l'accumulation du capital dans l'industrialisation européenne, mais elle est un fait structurel propre aux croissances périphériques.

On est alors conduit à en rechercher des manifestations comparables dans l'agriculture et, à la lumière du cas chilien, il me semble que les effets, dans le secteur agricole, sont doubles : ils apparaissent à la fois dans les modes de production et dans les stratifications sociales. Dans les modes de production, la marginalité se traduit par un clivage qui s'établit entre les systèmes agricoles associés à l'économie avancée monopoliste et les systèmes qui sont condamnés à vivre en marge de cette économie. Les premiers, qui dans l'exemple du Chili sont constitués par le mode de production domanial-marchand et le capitalisme agrarien implanté, sont partie prenante des structures économiques dominantes par le biais de la banque et du marché, en même temps qu'ils y participent au niveau du pouvoir. S'ils ont un monopole de fait sur le crédit et la commercialisation, c'est précisément par le jeu des structures monopolistes du secteur avancé, et on s'aperçoit en outre que l'alliance des deux modes de production agricoles, qualifiée ci-dessus d'alliance contre nature car elle

(1) *Cuestiones de sociología de desarrollo de América Latina*, Santiago, Ed. Universitaria, 1968.

est effectivement contraire aux lois de l'économie concurrentielle, a été rendue nécessaire par cette domination du mode de production monopoliste dans la formation sociale. Quant aux autres systèmes agricoles, essentiellement minifundiaires au Chili, mais qui auraient pu comporter également des survivances de systèmes précoloniaux, ils sont profondément affectés par la marginalité : d'abord parce que la plupart des exploitations qu'ils recouvrent sont en deçà d'un seuil de capitalisation qu'elles n'atteindront jamais dans les structures considérées où elles ne survivent qu'en vendant leur force de travail à titre temporaire; ensuite parce que les exploitations qui ont réussi à s'intensifier (voie paysanne précédemment évoquée) constituent un capitalisme agricole marginal conjonctuellement prospère, mais structurellement peu intégré. Les unes et les autres feront d'ailleurs l'objet des mesures étatiques de crédit, assistance technique et coopérativisation, dans le sens d'une « économie paysanne », ce qui confirme que sans l'aide de l'Etat, elles étaient condamnées à la stagnation par marginalisation. La ligne de clivage entre les deux catégories de modes de production paraît donc difficile à contester et elle expliquerait la perturbation observée dans les formes habituelles de transition vers le capitalisme et les voies mises en lumière par Lénine. Du même coup, c'est la loi même de développement de la formation agricole qui serait en cause, puisque au lieu de retenir une séquence de modes de production différenciellement affectés par la pénétration capitaliste, on devrait reconnaître une dissociation de l'agriculture sous l'effet marginalisant, et donc une inhibition des entraînements normalement provoqués, dans les économies centrales, par le mode de production capitaliste.

En ce qui concerne les stratifications sociales, les conséquences de la marginalité ne sont pas moins importantes. Elles posent en effet le problème des deux « lignes de classe » devant lequel se divisent actuellement les stratégies révolutionnaires. Si la transition capitaliste s'était effectuée « normalement », les stratifications multiples, propres aux modes de production précapitalistes et marchands, auraient toutes eu tendance à s'aligner sur la bipolarité des classes antagonistes du capitalisme, et quelle que soit la survivance de ces stratifications, on aurait eu une nette priorité de l'opposition entre classes liées au capital et au marché et classes prolétarisées. En d'autres termes, le mode de production capitaliste aurait représenté pour l'ensemble de la formation agricole le modèle de structuration vers lequel elle s'acheminait depuis qu'avaient été mis en

œuvre, par la colonisation et l'accumulation primitive, le processus de la colonisation et l'accumulation primitive, le processus de séparation entre travailleurs et moyens de production-commercialisation. Dans cette hypothèse, la bourgeoisie agrarienne et paysanne aurait constitué la classe avancée et « dirigeante » de l'agriculture, accumulant du capital et créant la concurrence sur le marché, tandis que les prolétaires de ce même secteur capitaliste auraient représenté l'aile marchante de la classe des travailleurs, les plus exploités parce qu'à l'origine de la plus-value incorporée au capital, suivis par les autres catégories à prolétarisation décroissante : semi-prolétaires et sous-prolétaires des modes de production précapitalistes. Or, l'incidence de la marginalité vient rompre la cohérence et la linéarité de ce processus de constitution de classes. En introduisant un cliçage dans les modes de production, elle oblige à distinguer les classes exploitantes et exploitées d'un côté et de l'autre de cette barrière, et elle superpose à l'antagonisme capitalistes/prolétaires un rapport d'exploitation plus large entre production monopoliste et production marginale, qui semble avoir les caractères d'une contradiction principale (1). Au niveau des travailleurs le nouvel antagonisme ainsi institué se traduit par un déplacement des références de prolétarisation : les normes précédentes sont inversées et le sous-prolétaire, en tant que « sur-exploité » (2) et marginal total des campagnes, prend la tête d'une échelle de prolétarisation établie en fonction de la marginalisation. Les semi-prolétaires les suivent immédiatement, mais les prolétaires intégrés de manière permanente aux modes de production dominants, capitaliste et domanial-marchand, font figure de relatifs privilégiés, ce que confirme d'ailleurs leur tendance à défendre des revendications salariales et à éviter les actions mettant en danger leur emploi. On reconnaît là, bien sûr, une analyse largement soutenue par les mouvements révolutionnaires qui appuient leur stratégie de lutte de classes sur la marginalisation, par opposition aux partis prolétariens orthodoxes dont la ligne de classe reste fondée sur l'exploitation du travail par le capital. Mais ce conflit idéologique ne fait que rendre plus nécessaire une étude approfondie des effets de la nouvelle conjoncture de dépendance et de marginalité sur la formation sociale. Ce serait en outre l'occasion de reprendre, à propos des agricultures périphériques de l'époque industrielle, les

(1) Ne serait-ce que parce qu'il constitue une exploitation interne liée au fait de la dépendance externe.

(2) Terme employé par STAVENHAGEN, *op. cit.*

définitions avancées par Lénine puis Mao Tsé-toung pour les « paysans pauvres ». Le premier s'y intéressa à partir des soulèvements agraires de 1905, mais les thèses d'avril montrent qu'il hésitait à différencier leur rôle de celui des salariés agricoles (1). Quant à Mao, qui opérait dans une formation agraire très peu capitaliste, il emploie le terme tantôt dans le sens restrictif de « lumpen prolétariat », tantôt en y incluant les semi-prolétaires, mais le recours même au concept de « lumpen » indique la référence à un rejet par le système économique et social en place (2). On se retrouverait alors assez près des analyses de Marx sur la paupérisation (3) dont Mandel dit qu'elle s'applique actuellement non pas aux travailleurs salariés, mais « à cette partie du prolétariat que le régime capitaliste éjecte du processus de production » (4). La conjoncture spécifique de l'industrialisation dépendante conduirait ainsi à admettre que deux lois de structuration sociale se conjuguent ou s'opposent : l'une qui s'exprime en prolétarisation par extorsion de plus-value à l'intérieur de l'unité de production dans les modes de production dominants, et l'autre qui se manifeste en termes de marginalisation par rapport à ces mêmes modes de production, l'accumulation de capital n'y étant possible qu'au prix de la paupérisation des secteurs dominés et de leurs travailleurs.

Ces observations sont livrées à l'état d'ébauche et il est évident qu'elles ne peuvent être généralisées tant que des études de développements agraires, pays par pays, ne seront pas venues les étayer. Pour le moment, nous avons un dossier assez complet sur le Chili et espérons étendre rapidement l'analyse aux deux cas du Pérou et du Venezuela sur lesquels nous avons rassemblé un important matériel documentaire historique et contemporain. Dans quelle mesure peut-on en tirer des applications possibles à l'agriculture africaine de l'après-indépendance, c'est la question que je pose ? Les paramètres nécessaires à la comparaison des situations me paraissent réunis : nature des impérialismes et dépendances, phases et formes des industrialisations, modes de production dominants dans la formation agraire et leurs articulations avec les secteurs secondaire et tertiaire, modes de production dominés et leur capacité d'absorption de surpopulation marginale. Je laisse à ceux qui travaillent sur les

(1) *Œuvres choisies*, t. II, p. 66.

(2) *Ecrits choisis*, Paris, Maspéro, t. 1, p. 15.

(3) « Le concept de travailleur libre implique que le travailleur est pauvre. » *Grundrisse (Le Capital)*.

(4) *Traité d'économie marxiste*, t. 1, p. 189.

économies africaines le soin de répondre aux questions suggérées par l'exemple chilien, mais je me permets de signaler que l'étude, déjà citée, de Pierre-Philippe Rey sur l'articulation des modes de production, met en évidence, pour l'Afrique, des rapports d'exploitation entre systèmes de production et des formes d'accumulation dans les secteurs avancés, qui sont très voisins des faits que je viens d'évoquer. Les pages de Samir Amin sur les « distorsions » entre secteurs des économies périphériques et celles qu'il a consacrées au développement du capitalisme agraire et commercial, me paraissent également de nature à confirmer la dissociation des modes de production en fonction de leur participation aux structures économiques directement dépendantes de l'impérialisme (1).

Je pense que ces quelques réflexions peuvent éclairer la relation à établir entre les politiques gouvernementales de réforme et les lois qui déterminent le développement des formations agraires. Ceci me conduit à insister en conclusion sur une notion qui paraît susceptible d'aider à comprendre l'articulation entre politiques de développement et lois de développement : il s'agit du concept d'*intervention*. Dans cette note, l'évolution des structures agraires est apparue comme le résultat d'une série de conjonctures et d'événements. Que ce soit dans leur formation historique ou dans leur crise contemporaine, les transformations de l'agriculture ont été déterminées par des circonstances successives — conquête coloniale, marché extérieur, indépendance, nouvelle dépendance, industrialisation —, dont les effets se sont conjugués aux dialectiques internes de la société rurale elle-même. Des périodes et des transitions ont permis de rendre compte ainsi des changements structurels significatifs dans la formation agraire et d'en dégager des traits définissant une certaine loi de développement. Or, il me semble qu'on ne situe généralement pas assez les politiques contemporaines dans la continuité de ce développement historique. Les programmes et réformes mis en œuvre à notre époque constituent des interventions, non seulement parce que c'est l'État qui en prend l'initiative, mais aussi parce qu'il le fait à une période et en fonction d'une transition qui sont beaucoup plus déterminantes que les moyens qu'il utilise : tout l'arsenal technique, économique et juridique, des politiques agraires, n'a de signification qu'en référence à la mutation dans laquelle il est appliqué. Toute poli-

(1) *L'accumulation à l'échelle mondiale*, chap. II : « Les formations du capitalisme périphérique. »

tique gouvernementale n'est ainsi qu'une circonstance nouvelle après toutes celles qui ont fait l'histoire agraire, mais elle est plus encore que les autres, une conjoncture et une transition *provoquées* (1). Elle ne peut donc être considérée comme une action en soi et *ex nihilo*, limitée au champ des mesures qu'elle implique, mais comme un stimulant dont les effets dépassent les limites de l'intervention et s'associent à l'action plus large des lois de l'économie. D'où l'importance de la notion d'intervention en tant que transition provoquée : le rôle de l'État n'est qu'un rôle auxiliaire par rapport aux structures économiques qui dominent la formation sociale, et son intervention n'est qu'un adjuvant pour débloquent et faciliter une mutation structurelle déjà en cours dans les secteurs avancés de l'économie. Dans le cas de l'agriculture latino-américaine contemporaine, les programmes agraires trouvent leur raison d'être dans le fait que l'impérialisme s'est déplacé vers les secteurs urbano-industriels, laissant les campagnes sous la domination d'un régime traditionnel que n'arrivent pas à supplanter les nouveaux modes de production. Les réformes ont pour objet de réduire cet obstacle et de *rendre possible la domination, dans l'agriculture, d'un mode de production conforme à celui qui régit le reste de la formation sociale* (2). C'est là le sens qu'il faut donner à la notion d'intervention agraire : elle paraît moins ambiguë que celle de réforme qui n'a de signification que par rapport au système économique et politique qui en détermine l'orientation réelle, réformatrice ou non, et elle recouvre toutes les formes de politiques actuelles de développement agricole.

Je pense ouvrir ainsi la voie à un rapprochement avec les programmes agraires en cours en Afrique. Quels que soient les décalages entre les deux continents pour ce qui est de la dépendance, de l'industrialisation et des modes de production dominants dans l'agriculture, quels que soient aussi les programmes mis en œuvre et leurs ambitions, nous pouvons considérer que les composantes d'une intervention agraire — textes législatifs, application et résultats dans les domaines foncier, technologique, économique, social et politique — sont déterminés par trois ordres de facteurs :

a) Une transition économique générale, voulue ou seulement acceptée

(1) Le concept d'intervention est donc parent de ceux de conjoncture, périodisation et transition, tels qu'élaborés par ALTHUSSER, BALIBAR et POULANTZAS (*Lire le Capital, Pouvoir politique et classes sociales*).

(2) Définition qui s'applique aussi bien aux formations capitalistes qu'aux transitions vers le socialisme.

par le gouvernement, et définie par un certain nombre de traits dominants : dépendance extérieure, type de croissance, rôle du marché, composition du capital, etc.;

- b) Un système de pouvoir, politique et idéologique, lié aux déterminations précédentes, et permettant des marges d'intervention gouvernementale qui varient en fonction de sa composition sociale, de ses alliances et de la « ligne de classe » retenue par lui, en particulier à l'égard des masses paysannes;
- c) Une situation spécifique du secteur agricole par rapport aux structures économiques et politiques qui régissent la formation sociale; cette situation s'exprime dans la relation entre modes de production dominants et dominés (marginaux).

Une fois analysées ces conditions déterminantes d'une politique agricole, il est possible de passer à l'étude des programmes avec les diverses mesures qu'ils impliquent et de mesurer leur portée exacte en référence aux lois de développement dans lesquelles ils s'inscrivent. Je ne sais pas si des aménagements sont à faire pour l'application à l'Afrique de ce schéma d'analyse, mais je suis convaincu par contre qu'un tel travail est urgent : s'il avait été fait plus tôt, beaucoup d'erreurs et d'illusions dans les stratégies agricoles auraient été épargnées.